

Bruxelles, le 29.11.2018  
C(2018) 8114 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 29.11.2018**

**relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République  
du Tchad**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 29.11.2018

### relative au financement du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Tchad

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Tchad, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national entre l'Union européenne et le Tchad pour la période 2014-2020<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes: amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la résilience de la population vulnérable par le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de l'accès à la nourriture et la nutrition; appui à la gestion durable des aires protégées tout en assurant la sécurisation des systèmes de production pastoraux; amélioration du rôle de la fonction publique et en particulier dans le domaine de la gestion des finances publiques, du système de justice et de la sécurité intérieure, en ligne avec la Stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>5</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à appuyer la consolidation de l'Etat de droit, ainsi que le

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Tchad C(2014) 3681 final du 10.6.2014.

<sup>5</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

développement local et la sécurité alimentaire. Ces appuis feront l'objet de cinq projets.

- (5) L'action intitulée « Programme d'appui à la consolidation de l'Etat au Tchad (ACET) – Phase 3 » dont l'objectif général est de renforcer la résilience et le bien-être des populations, ainsi que de promouvoir la croissance durable et inclusive.
- (6) L'action intitulée « Programme d'appui à la gouvernance au Tchad (PAG 2) », dont l'objectif général est de contribuer à la consolidation de l'État de droit et des institutions démocratiques.
- (7) L'action intitulée « Développement intégré des communes du Nord du Tchad (COM-NORD) », dont l'objectif général est de réduire les vulnérabilités des populations du Nord du Tchad, en particulier la malnutrition.
- (8) L'action intitulée « Facilité de coopération technique (FCT) du Tchad », dont l'objectif général est de contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente de la coopération entre l'UE et le Tchad et aux objectifs de développement durable et réduction de la pauvreté au Tchad.
- (9) L'action intitulée « Consolidation des acquis des services de l'ordonnateur national au Tchad (CASON) » dont l'objectif général est de contribuer à l'amélioration et au renforcement de la coopération entre le Tchad et l'Union européenne.
- (10) Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres bailleurs de fonds, conformément à l'article 9, paragraphe 2, du règlement (UE) 2015/323, sous réserve de la conclusion de la convention correspondante. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu d'en donner une conversion estimative raisonnable.
- (11) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel d'offres moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (12) Conformément à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (13) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>6</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (14) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (15) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme

---

<sup>6</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.

- (16) Les actions prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

##### *Le programme*

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre du programme d'action annuel 2018 en faveur de la République du Tchad, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- (a) «Programme d'appui à la consolidation de l'État au Tchad (ACET) – Phase 3», présentée dans l'annexe 1;
- (b) «Programme d'appui à la gouvernance au Tchad (PAG 2)», présentée dans l'annexe 2;
- (c) «Développement intégré des communes du Nord du Tchad (COM-NORD)», présentée dans l'annexe 3;
- (d) «Facilité de coopération technique (TCF) du Tchad», présentée dans l'annexe 4;
- (e) «Consolidation des acquis des services de l'ordonnateur national au Tchad (CASON)», présentée dans l'annexe 5.

#### *Article 2*

##### *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 95 300 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Le montant visé au premier alinéa inclut les contributions d'autres bailleurs de fonds au Fonds européen de développement en tant que recettes affectées prévues pour le développement intégré des communes du Nord du Tchad (COM-NORD).

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

#### *Article 3*

##### *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4. desdites annexes.

#### *Article 4*

##### *Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa ou les modifications cumulées des crédits

alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Marchés publics*

Le lancement d'un appel d'offres en vertu d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision est autorisé à partir de la date fixée au point 5.4.3 de l'annexe 2.

Fait à Bruxelles, le 29.11.2018

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*